



Votre annonce n°21-120500 est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative.

Un accusé réception vous sera envoyé par courriel pour confirmation de sa transmission ce jour à l'OPOCE.

Attention :

Cette annonce n'est plus modifiable.

Toute demande de correction ou d'annulation devra faire l'objet d'un avis rectificatif ou d'annulation après publication au BOAMP et au JOUE.

Les éventuelles corrections effectuées par le JOUE sur votre annonce avant publication ne pourront pas être prises en compte par le BOAMP. Dans ce cas, ces corrections devront faire l'objet d'un avis rectificatif publié au BOAMP.



Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.

Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).

En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.

> [Contact client](#)

J02 Avis de Marché appel d'offre standard Dir24

Département(s) de publication : **30**

Annonce No **21-120500**

I. II. III. IV. VI.

AVIS DE MARCHÉ

Directive 2014/24/UE

Le présent avis constitue un appel à la concurrence

SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR

I.1) NOM ET ADRESSES

Ville de Nîmes, Colisée 2 - 1^{er} étage, 1 rue du Colisée Cedex 9, 30947, Nîmes, 30000, Nîmes, F, Courriel : commande-publique@ville-nimes.fr, Code NUTS : FRJ12

Adresse(s) internet :

Adresse principale : <http://www.marches-securises.fr>

Adresse du profil acheteur : <http://www.marches-securises.fr>

I.2) PROCÉDURE CONJOINTE

I.3) COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <http://www.marches-securises.fr>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées :

par voie électronique à l'adresse : <http://www.marches-securises.fr>

I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Autorité régionale ou locale

I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Services généraux des administrations publiques

SECTION II : OBJET

II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.1.1) Intitulé : Travaux de rénovation et de requalification voirie

Numéro de référence : 21T033GP

II.1.2) Code CPV principal :

Descripteur principal : 45233120

Descripteur supplémentaire :

II.1.3) Type de marché

Travaux

II.1.4) Description succincte : La présente consultation constitue un accord-cadre à bons de commande multi-attributaires en vue de la réalisation de travaux de rénovation et de requalification pour les besoins de la Ville de Nîmes. Le présent accord-cadre est conclu avec deux opérateurs économiques et donnant lieu à l'émission de bons de commande conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la Commande Publique. Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 8 000 000 euros hors taxes pour chacune de ses périodes (période initiale et périodes de reconduction incluses). Ce montant sera identique en cas de reconduction. Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 32 000 000 euros hors taxes sur la durée totale de l'accord-cadre (période initiale + périodes de reconduction). Montant estimée par période (période de 12 mois): 4 500 000 euros hors-taxes.

II.1.5) Valeur totale estimée :

Valeur hors TVA : 18 000 000 euros

II.1.6) Information sur les lots :

Ce marché est divisé en lots : non

Mots descripteurs : Mobilier urbain, Voirie

II.2) DESCRIPTION

II.2.1) Intitulé :

- Lot n° :
- II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)**
Code CPV principal : 45233140
Descripteur supplémentaire :
Code CPV principal : 44113610
Descripteur supplémentaire :
Code CPV principal : 44113320
Descripteur supplémentaire :
Code CPV principal : 45233293
Descripteur supplémentaire :
- II.2.3) Lieu d'exécution**
Code NUTS : FRJ12
Lieu principal d'exécution :
- II.2.4) Description des prestations** : La Ville de Nîmes fera appel à cet accord cadre multi-attributaires pour des chantiers nécessitant la mobilisation de moyens humains et matériels importants (raboteuse, finisher, compacteurs adaptés à des chantiers routiers, flotte de véhicules de type PL ...) et faisant appel à une haute technicité que ce soit dans la préparation du chantier (levé topographique, essais de plaques, mesures de déflexion, dimensionnement de chaussée, plan d'exécution, DESC, forte coordination avec les concessionnaires réseaux, intégration du GC pour les enfoncements réseaux secs SMEG) ainsi que dans la mise en œuvre de divers procédés (réutilisation des matériaux en place ; traitement de plateforme à la chaux ; pontage de fissures ; réalisation de différents enrobés : EME, BBM, BTM, BBTM, enrobé acoustique, BBUM, BBDr, BBSG à hautes performances ; mise en œuvre de glissières de tous types adaptées aux règles en vigueur). Les chantiers de réparation et d'entretien de faible importance et de technicité courante exécutés dans les travaux publics et plus spécifiquement relevant du secteur de la voirie (création d'îlots de stationnement, traitement de chemins en bicoche, petits aménagements dans le cadre du plan d'accessibilité de la voirie PAVE), et ne nécessitant pas la mobilisation de moyens humains et matériels utilisés pour des projets routiers d'envergure (raboteuse, finisher, compacteurs adaptés à des superficies importantes...), sont exclus de l'objet de cet accord-cadre. Les travaux comprennent notamment (liste non exhaustive) : -Installation de chantier ; -Balisage, mise en place de panneaux d'information, signalisation de chantier ; -Démolition, rabotage, terrassement, déblais, remblais ; -Confection de regards et ouvrages hydrauliques ponctuels ; -Fourniture et pose de bordures de tous types ; -Mise en place de fourreaux de réservation et de chambres de tirage ; -Déplacement d'ouvrages et maçonneries diverses ; -Requalification complète de voirie (création de trottoirs, intégration de pistes cyclables...) ; -Mise en œuvre de revêtements divers (BBSG, BTM de type acoustique, EME...) -Mise en place de mobiliers urbains ;
- II.2.5) Critères d'attribution**
critères énoncés ci-dessous
Critère de qualité
1. Valeur technique / Pondération : 30%
Prix :
1. Prix / Pondération : 70%
- II.2.6) Valeur estimée**
Valeur hors TVA : 18 000 000 euros
- II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique**
Durée en mois : 12
Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : oui
Description des modalités ou du calendrier des reconductions : L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification. L'accord-cadre pourra être reconduit de manière expresse par décision écrite trois fois maximum par période successive de 12 mois. La durée totale de l'accord-cadre ne pourra donc excéder 4 ans à compter de la date de notification.
- II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer**
Critères objectifs de limitation du nombre de candidats :
- II.2.10) Variantes**
Des variantes seront prises en considération : non
- II.2.11) Information sur les options**
Options : oui
Description des options : Des clauses de réexamen sont prévues au CCAP. Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau contrat pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article R2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent contrat. Les conditions d'exécution de ce nouveau contrat sont précisées au C.C.A.P.
- II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques**
- II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne**
Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non
Identification du projet :
- II.2.14) Informations complémentaires** : Le présent accord-cadre est accord-cadre conclu avec deux titulaires et donnant lieu à l'émission de bons de commande conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la Commande Publique. Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 8 000 000 euros hors taxes pour chacune de ses périodes.
Mots descripteurs : Mobilier urbain, Voirie

SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions : DUME (déclaration pré-remplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) – pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant Ou, en cas de candidature classique Lettre de candidature (un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement) : Remplir le formulaire DC1 (accessible sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) ou utiliser un format libre ; Pour les sous-traitants, l'annexe 1 de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance DC4) Déclaration sur l'honneur (un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement) : Déclarations sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique (déclarations correspondantes dans le formulaire DC1 accessible sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) ; Pour les sous-traitants, l'annexe de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance DC4)

III.1.2) Capacité économique et financière

Liste et description succincte des critères de sélection : DUME (déclaration pré-remplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) – pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant ; Ou, en cas de candidature classique, déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles (2018, 2019, 2020) en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (déclaration correspondante dans le formulaire DC2 accessible sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires> ou déclaration sur format libre). Dans le cas où l'opérateur serait une entreprise nouvellement créée et se trouverait donc dans l'impossibilité objective de produire des chiffres d'affaires pour les 3 dernières années comme demandé dans le cadre, le candidat devra apporter la preuve de sa capacité financière par tous moyens en produisant à l'appui de son dossier de candidature tous éléments de nature à justifier, au-delà de son simple capital social, de sa capacité financière à assurer les prestations.
Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années (2018, 2019, 2020) ; Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ; Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.5) Informations sur les marchés réservés :

III.2) CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ

III.2.1) Information relative à la profession

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

III.2.2) Conditions particulières d'exécution :

La Ville de Nîmes, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique, en incluant dans le cahier des charges de ce marché public, une clause obligatoire d'exécution d'insertion par l'activité économique.

III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché

III.2.4) Marché éligible au MPS

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

SECTION IV : PROCÉDURE

IV.1) DESCRIPTION

IV.1.1) Type de procédure

Procédure ouverte

IV.1.3) Informations sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

Le marché implique la mise en place d'un accord-cadre

Accord-cadre avec plusieurs opérateurs

Nombre maximal envisagé de participants à l'accord-cadre :

Dans le cas d'accords-cadres - justification d'une durée dépassant quatre ans :

IV.1.4) Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue

IV.1.5) Information sur la négociation

IV.1.6) Enchère électronique :

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : oui

IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.2.1) Publication antérieure relative à la présente procédure

Numéro de l'avis au JO série S :

IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

13 octobre 2021 - 12:00

IV.2.3) Date d'envoi estimée des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés

Date :

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :

français

IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre :

L'offre doit être valable jusqu'au :

ou

Durée en mois : 6 (A compter de la date limite de réception des offres)

IV.2.7) Modalité d'ouverture des offres

Date : 13 octobre 2021 - 12:00

Informations sur les personnes autorisées et les modalités d'ouverture :

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

VI.1) RENOUELEMENT

Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable

Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis :

VI.2) INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES

VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Financement assuré par le budget principal de la ville de Nîmes section investissement, sous forme de fonds propres. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. En cas de groupement d'entreprises, la forme juridique adoptée est soit celle d'un groupement solidaire, soit celle d'un groupement conjoint. Dans le cas d'un groupement conjoint cependant, le pouvoir adjudicateur impose que le mandataire du groupement soit solidaire conformément aux dispositions de l'article R2142-24 du Code de la commande publique. Il est également interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois : - en qualité de candidats individuels (ou de mandataire d'un groupement) et de membres d'un ou plusieurs groupements ; - en qualité de membres de plusieurs groupements. . Le dossier de consultation des entreprises est gratuit, il est disponible à l'adresse électronique suivante : <http://www.marches-securises.fr>. Les candidats sont invités à s'identifier lors du téléchargement du dossier et à vérifier la validité de l'adresse mail qu'ils ont indiquée sur la plateforme, afin de pouvoir être alertés par toute modification éventuelle du DCE ou toute réponse aux questions posées par des candidats dans le cadre de la consultation. L'acheteur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>. Aucun autre mode de transmission n'est autorisé. A l'attention des candidats : Il est vivement conseillé de tester la plateforme de dématérialisation quelques jours avant la remise des offres. Veillez à ce que votre navigateur Internet prenne en charge les plugins JAVA dans ses dernières versions. Aucun délai supplémentaire ne sera accordé pour l'envoi des offres volumineuses. Assistance plateforme de dématérialisation : Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, un numéro est à la disposition des soumissionnaires : 04 92 90 93 27. Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 8 000 000 euros hors taxes pour chacune de ses périodes (période initiale et périodes de reconduction incluses). Ce montant sera identique en cas de reconduction. Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 32 000 000 euros hors taxes sur la durée totale de l'accord-cadre (période initiale + périodes de reconduction). Montant estimée par période (période de 12 mois): 4 500 000 euros hors-taxes

VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères CS 88010 NIMES CEDEX 09, Nîmes, F, Téléphone : (+33) 4 66 27 37 00, Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation :

Tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères CS 88010 NIMES CEDEX 09, Nîmes, F, Téléphone : (+33) 4 66 27 37 00, Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr

VI.4.3) Introduction de recours :

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères CS 88010 NIMES CEDEX 09, Nîmes, F, Téléphone : (+33) 4 66 27 37 00,
Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr

VI.5) **DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS**
10 septembre 2021

Éléments de facturation :

Numéro du service exécutant : 2114

Numéro d'engagement juridique : 21012493IE

Classe de profil : Commune

Siret : 21300189400012

Libellé de la facture : Ville de Nîmes Direction des Finances 10 rue de la trésorerie, F-30033 Nîmes Cedex 9.

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 13 octobre 2021

Objet de l'avis : travaux de rénovation et de requalification voirie

Nom de l'organisme : Ville de Nîmes

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun



ACCR4118616



> [Informations légales](#)